

Neuf mois après le "Non" à l'EEE : le blues des eurodélégués

Autor(en): **Genier, Yves**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1993)**

Heft 54: **La "Muba" restera bâloise**

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-847998>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

NEUF MOIS APRÈS LE "NON" À L'EEE

Le blues des eurodélégués



PAR YVES GENIER / BRRI

Les eurodélégués sont dans le doute. Huit mois après le "non" du peuple à l'EEE, ces chargés d'affaires cantonaux aux questions européennes se cherchent une voie. Certains n'y consacrent qu'une part minime de leur temps et de leur énergie. Toutefois leur rôle n'est remis en question par personne, si ce n'est par l'Association pour une Suisse Indépendante et Neutre (ASIN) de Christoph Blocher.

"Beaucoup de paroles, peu d'actes. La fonction d'eurodélégué est devenue trop théorique. Certains responsables se cherchent des activités pour s'occuper. Le seul cadre où cette fonction se justifie encore, avant que la question de l'EEE ne revienne sur le devant de la scène (NDLR : vraisemblablement en 1996), c'est dans les cantons frontaliers". Ce jugement n'est pas émis par un europhile convaincu. Il est le fait de Peter Aebeli, eurodélégué du canton de Glaris. Tous ses collègues ne partagent pas son opinion. Mais tous accusent le contre-coup du "non" du 6 décembre dernier. Dans de nombreux cantons, généralement les plus petits ou les plus pauvres, la fonction est assumée par le responsable de la promotion économique ou tou-

ristique, ou par un haut fonctionnaire, en marge de ses autres activités. Seuls les cantons les plus grands ou les plus riches, ou ceux qui ont de longues frontières avec l'étranger, se sont offert un spécialiste à plein temps. Mais tous notent une baisse de leur activité.

D'autres soucis

"Je m'occupe davantage de promotion économique que de questions européennes", explique Thierry Meuron, eurodélégué du canton de Fribourg. "Avant le vote, je consacrais entre 30 et 40% de mon temps à l'Europe. Maintenant, cette proportion est tombée de près de moitié", ajoute Notker Dillier, son collègue d'Obwald. Peter Aebeli n'annonce plus que le 5% de son temps, contre 25 à 30% avant. "Il est vrai que les délégués des cantons intérieurs ne sont pas les plus actifs", reconnaît Bernhard Mürger, qui remplit cette fonction dans le canton de Berne et coordonne le travail de ses collègues de tout le pays. "Les responsables de la promotion économique, par exemple, ont d'autres soucis, dont le chômage. Et dans les cantons de Suisse centrale, où les gens ont voté massivement "non", les gouvernements restent prudents. Ils n'ont pas non plus les infra-



A découper et à donner à un de vos proches qui ne serait pas encore abonné...

Le Messenger Suisse. ... bientôt il vous sera indispensable !



structures nécessaires", ajoute le délégué bernois.

Rythme ralenti

Du côté des titulaires à plein temps, la baisse d'activité sur le front des affaires européennes a été compensée en partie par des dossiers de politique intérieure : ouverture des marchés publics, harmonisation des diplômes, coopération transfrontalière avec les régions voisines. Florence Tinguely, la très active déléguée de Genève, est la première à le reconnaître: "Je ne suis plus aussi surchargée qu'avant le vote. Je peux travailler plus sereinement. Nous sommes en train de préparer le terrain à beaucoup de dossiers. Mais nous devons nous adapter au rythme des hommes politiques et à celui de l'intégration des autres pays de l'AELE (Association Européenne de Libre Echange).

Incompréhension

Le résultat du 6 décembre a fouetté les énergies de quelques-uns d'entre eux. Mais tous n'ont pas les mêmes priorités. Martin Denk, de Saint-Gall et Roger Wenk, de Bâle-Campagne, privilégient la coopération transfontalière. "Les cantons les plus actifs sont ceux qui ont une frontière avec l'étranger. Donc les problèmes

qui en ressortent constituent l'un de leurs principaux dossiers", explique le Bâlois. Pour Florence Tinguely, il faut plutôt s'attaquer aux "entraves législatives qui freinent notre accès à l'Europe". Son groupe se heurte cependant à l'incompréhension de certains collègues : pour le Glaronnais Peter Aebeli, les problèmes d'ouverture du marché intérieur appartiennent plutôt aux responsables de la promotion économique. En crise, les eurodélégués ? "Pas du tout ! répond Bernhard Münger. Jamais on n'a autant parlé d'Europe. Toutefois nous sommes trop dépendants des aléas du monde politique". De manière générale, la politique attentiste du Conseil Fédéral est durement ressentie. Si les partis gouvernementaux - dont l'UDC - leur sont plutôt favorables, Otto Fischer, le vice-président et secrétaire de l'ASIN, réclame leur disparition : "Le peuple a voté. Alors qu'il faudrait respecter sa décision, les gouvernements cantonaux se plongent malgré tout dans la politique internationale et veulent s'occuper des affaires de Bruxelles". Pour Bernhard Münger, leur principal mérite, finalement, c'est "d'avoir constitué un réseau qui pourra rapidement être mobilisé lors du prochain vote". ■

Vous ne connaissez pas encore Le Messenger Suisse mais il vous sera bientôt indispensable. C'est lui qui vous apportera, tout au long de l'année, toute l'information que vous désirez sur la Suisse. Economie, culture, politique, civisme, tourisme, vous retrouverez tout cela en lisant "Le Messenger Suisse".

Alors... Bienvenue à bord !

Formulaire d'abonnement

Oui, je souscris à un abonnement d'un an au "Messenger Suisse" (11 numéros).

Nom

Prénom

Adresse

CP / Ville

Au prix de :

France 175 FF

DOM/TOM et étranger 190 FF

Abonnement de soutien à partir de 200 FF

Règlement par chèque bancaire ou postal, libellé à l'ordre de FSSP/MS à renvoyer à : **Le Messenger Suisse, Service des abonnements, BP 55, 30250 Sommières.**

